

faisait l'avocat de ces politiques commerciales, toutes antibritanniques, je n'hésite pas à le dire? Se trouve-t-il quelqu'un pour dire que, si nous avions adopté les politiques libérales de libre-échange continental, de réciprocité illimitée ou d'union commerciale, l'effet de ces diverses politiques n'eût pas été en définitive de nous mettre à la remorque des Etats-Unis, commercialement d'abord et politiquement sans doute avec le temps. Tout le temps que ces politiques ont été prêchées par le très honorable premier ministre, l'illustre vieillard n'a cessé de les combattre, parfois dans des circonstances difficiles, mais toujours avec succès. Il est venu un jour où le plus grand d'entre les libéraux a dit: "Je ne veux être pour rien dans une politique, dont les conséquences à mon avis seront de nous livrer aux Etats-Unis". Edward Blake avait le courage de ses opinions, et il disait encore: "Deux routes se présentent; l'une mène à l'annexion politique avec les Etats-Unis et l'autre au maintien et à la préservation du lien qui nous rattache à la mère patrie".

Si maintenant nous comparons l'attitude de l'un et de l'autre partie sur cette question, que voyons-nous? Faut-il tenir le très honorable premier ministre lui-même responsable des sentiments que l'on a exprimés dans Drummond-et-Arthabaska? Est-ce que sa conduite, est-ce que ses discours répugnent aux propos que l'on allègue avoir été tenus au cours de la dernière élection? Je rappellerai ici une ou deux circonstances où le très honorable premier ministre a fait connaître sa pensée intime. D'abord son discours de Boston. Comme on voit, je remonte un peu loin, mais je veux montrer que les paroles du premier ministre en cette occasion font, à juste titre, penser qu'il a pu être avantageux pour le pays d'avoir son indépendance. Il ne m'appartient pas de dire que le premier ministre ne devait pas prêcher une telle politique; il en a parfaitement le droit; mais il est juste que le pays sache à quoi s'en tenir sur la politique préconisée par le premier ministre. A-t-on jamais entendu un conservateur, a-t-on jamais entendu sir John Macdonald ou quelque autre membre de notre parti émettre un sentiment comme celui-ci?

La conduite de l'Angleterre et du Canada pendant la guerre de Sécession de 1861-1866 fut une disgrâce pour la civilisation de l'Angleterre et du Canada. . . . C'est une grave, une fatale erreur que de subordonner la base du commerce à l'allégeance, à l'allégeance britannique. . . . La situation actuelle du Canada ne saurait durer: même dès aujourd'hui le Canada et l'Angleterre ont des intérêts tout à fait étrangers, et, un jour viendra où, dans l'ordre naturel des choses, la séparation devra s'accomplir. Je suis sujet de la couronne anglaise, mais qu'il s'agisse pour moi de choisir entre l'intérêt de l'Angleterre et celui du Canada, il me paraît clair que les intérêts de

M. MIDDLEBRO.

mon pays s'identifient avec ceux des Etats-Unis d'Amérique.

Et ce sont là les paroles du premier ministre lui-même.

C'est précisément une politique comme celle-là qui a, à la dernière session, donné lieu à l'honorable député de Nicolet (M. G. A. Turcotte)—lequel est un partisan de l'administration—de faire dans cette Chambre la déclaration que l'on va lire, et les paroles que je vais rapporter sont celles-là mêmes que l'honorable député de Toronto-nord (M. Foster) a attribuées au très honorable premier ministre, et que ce dernier n'a pas niées. Il les a d'ailleurs réaffirmées plus tard. Mais à la dernière session, l'honorable député de Nicolet, inspiré par les sentiments que son chef avait exprimés, il y a des années, à Boston, et que l'honorable député de Toronto-nord venait de lui remettre en mémoire, disait, comme on peut le voir à la page 4625 des Débats du 3 mars 1910:

L'honorable député de Toronto-nord (M. Foster), dans une de ses tirades d'ironie et de sarcasme, fait un crime épouvantable au très honorable chef du parti libéral, des idées qu'il a préconisées autrefois relativement à l'indépendance du Canada. Je ne vois absolument rien de répréhensible en cela, rien qui puisse mériter l'ire du sous-chef de l'opposition. N'est-il pas juste et raisonnable d'admettre que le peuple canadien tend et aspire vers son évolution parfaite et à sa maturité complète, qui ne peut être, après tout, que l'indépendance, si ce n'est pas l'annexion.

Le très honorable premier ministre était dans la Chambre au moment où ces paroles ont été prononcées, et il ne les a point répudiées. Cela concordait parfaitement avec ce qu'il avait dit lui-même, à Boston. Non content de cela, l'honorable député de Nicolet ajoutait:

L'indépendance semble, en certains quartiers, être un épouvantail et le cauchemar de ceux pour qui les intérêts du Canada sont peu de chose et secondaires et qui n'ont d'amour et de loyalisme dans le cœur que pour l'empire. Mais je le demande à ces messieurs, est-ce que tôt ou tard le Canada n'aura pas à choisir entre l'annexion et l'indépendance?

Il ajoutait encore, comme une sorte de péroraison de son discours:

Mais le jour viendra, et je l'appelle de tous mes vœux où appuyés sur nos propres forces, notre énergie et nos ressources, nous pourrions, à l'exemple des peuples frères de la libre Amérique, marcher fièrement à nos destinées sous le drapeau de l'indépendance.

Ailleurs, il dit que la création d'une marine canadienne est le dernier pas vers l'indépendance du pays. On voit que le discours du très honorable premier ministre a porté ses fruits. Je pourrais faire d'autres citations de ce même discours, mais je préfère rappeler ici ce que le très honorable premier ministre lui-même a dit: